

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 19/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARCILLAT CORCIEUX

667 rue de la Gare
BP 4
88430 CORCIEUX

Références : S-22-885RP

Code AIOT : 0006202172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2022 dans l'établissement MARCILLAT CORCIEUX implanté 667 RUE DE LA GARE 88430 CORCIEUX. L'inspection a été annoncée le 03/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit en réaction à la sécheresse historique qui touche l'ensemble de la France. Il s'agit de vérifier que les prescriptions des arrêtés sécheresse d'une part et de bonnes pratiques d'autre part sont respectées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCILLAT CORCIEUX
- 667 RUE DE LA GARE 88430 CORCIEUX
- Code AIOT : 0006202172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Marcillat est une filiale du groupe LACTALIS. Son activité consiste à réceptionner et transformer du lait.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : gestion raisonnée de la ressource en eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	couleur du milieu récepteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31	/	Sans objet
2	mesures réactives à la sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 2.2 - 1°	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	mesures réactives à la sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 2.2 - 2°	/	Sans objet
4	mesures réactives à la sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 2.2 - 3°	/	Sans objet
5	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.1.1	/	Sans objet
6	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.1.2	/	Sans objet
7	rejet des effluents résiduels	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.9	/	Sans objet
8	Suivi des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Marcillat est consciente des enjeux en termes de consommation d'eau et s'efforce de minimiser ses besoins autant que possible. Cela reste ardu car l'eau consommée répond principalement à des impératifs d'hygiène qui s'imposent. Quoi qu'il en soit, on constate que si l'on tient compte des deux sites (Marcillat et ASMAR, ce dernier produisant du lactosérum), les rejets aqueux sont plus importants que les prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Couleur du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. (...)
Constats : L'inspection n'a visuellement constaté aucune modification de couleur du milieu récepteur. L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures réactives à la sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 2.2 - 1°
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none">- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ;- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation des produits toxiques susceptibles de provoquer une pollution des eaux ;- interdiction de laver les véhicules de l'établissement ;- interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ;- report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ;- mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et en aval du point de rejet des effluents.
<p>Constats : L'inspecteur a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant a mis en place une sensibilisation spécifique du personnel (affichage papier sur des tableaux dédiés et affichage sur les télévisions des salles de repos). L'exploitant indique par ailleurs que toute la chaîne d'encadrement est sensibilisée à la question de l'eau en cette période de sécheresse et qu'un point spécifique est fait lors des réunions hebdomadaires ;- les mêmes procédés que ceux décrits ci-avant sont utilisés pour sensibiliser l'ensemble du personnel aux risques accrus qui pèsent sur l'environnement du fait des faibles débits du milieu récepteur ;- les mesures quotidiennes attendues sont faites. <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les véhicules ne sont plus lavés qu'avec les eaux de vache (eaux issues de la déshydratation du lait). Cette mesure a été généralisée tout au long de l'année ;- les abords de l'installation ne sont plus lavés qu'avec de l'eau recyclée, impropre au nettoyage des installations (principal poste de consommation d'eau) ;- les opérations de maintenance (telle que le nettoyage de la bâche d'eau potable ou des échangeurs des groupes froids), traditionnellement faites en été, ont été reportées ;- les exercices incendie ont été reportés. <p>L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures réactives à la sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 2.2 - 2°
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou rétention temporaire des effluents).
Constats : Suite à la déclaration de sécheresse (alerte renforcée), l'exploitant a transmis, le 04 août 2022, des propositions de mesures de réduction de la consommation d'eau. Parallèlement au constat de sécheresse, une action spécifique a été lancée par l'État (dite action 2022 sécheresse) aux fins d'établir des arrêtés préfectoraux davantage ciblés au vu des caractéristiques des industriels. La société Marcillat est l'une des industries ciblées et a répondu à la sollicitation de l'État par mail du 26 juillet. Il y est détaillé diverses propositions d'actions qui devraient permettre une réduction de la consommation d'eau. Cette réduction est difficile à estimer et pourrait même ne pas être quantifiable car le process de Marcillat impose une surconsommation d'eau en période chaude (les TAR consomment davantage d'eau). Pour ce qui concerne l'impact des rejets aqueux ceux-ci ne peuvent être que qualitatif puisque Marcillat rejette davantage d'eau que prélevée (si on comptabilise également les rejets d'ASMAR qui transitent via la même station d'épuration). Une étude technico-économique fine de comptabilité milieu devra être menée et modulée selon les débits du Neuné lors des diverses phases de sécheresse (un arrêté préfectoral prescrivant cette étude sera prochainement proposé). L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures réactives à la sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 2.2 - 3°
Thème(s) : Risques chroniques, sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées à l'article 2.2 ci-dessus).</p> <p>De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'article 2.2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet.</p>
Constats : Suite à la déclaration de sécheresse (alerte renforcée), l'exploitant a transmis, le 04 août 2022, des propositions de mesures de réduction de la consommation d'eau. <p>Parallèlement au constat de sécheresse, une action spécifique a été lancée par l'État (dite action 2022 sécheresse) aux fins d'établir des arrêtés préfectoraux davantage ciblés au vu des caractéristiques des industriels. La société Marcillat est l'une des industries ciblées et a répondu à la sollicitation de l'État par mail du 26 juillet. Il y est détaillé diverses propositions d'actions qui devraient permettre une réduction de la consommation d'eau. Cette réduction est difficile à estimer et pourrait même ne pas être quantifiable car le process de Marcillat impose une surconsommation d'eau en période chaude (les TAR consomment davantage d'eau).</p> <p>Pour ce qui concerne l'impact des rejets aqueux ceux-ci ne peuvent être que qualitatif puisque Marcillat rejette davantage d'eau que prélevée (si on comptabilise également les rejets d'ASMAR qui transitent via la même station d'épuration). Une étude technico-économique fine de comptabilité milieu devra être menée et modulée selon les débits du Neuné lors des diverses phases de sécheresse (un arrêté préfectoral prescrivant cette étude sera prochainement proposé).</p> <p>L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.1.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Outre l'eau fournie par le réseau public, la société Marcillat prélève de l'eau dans le ruisseau « le Neuné » par l'intermédiaire d'un barrage dans le lit du ruisseau créant une réserve artificielle.</p>
Constats : L'inspection a constaté que le dispositif de prélèvement décrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation est bien mis en place sur site. <p>L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.1.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : a) Le débit maximal d'eau prélevé est de 3 000 m ³ /j. Ce débit comprend également les eaux à destination de la société ASMAR ; b) En tout état de cause, le débit du Neuné devra être conservé pour irriguer le lit mineur du cours d'eau et assurer la survie des espèces en permettant un fonctionnement correct du dispositif de franchissement prévu pour la migration des salmonidés dans l'ouvrage de prélèvement d'eau.
Constats : La déclaration GERE 2021 de l'exploitant indique, pour ce qui est de la consommation d'eau (sur la base de 365 jours travaillés) : - 398 971 m ³ en eaux de surface, soit environ 1 100 m ³ par jour ; - 475 m ³ en eaux du réseau de distribution. L'inspection a visuellement constaté qu'en aval du barrage mentionné ci-avant, le débit permet un fonctionnement correct du dispositif aidant à la migration des salmonidés. L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejet des effluents résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.9
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : b) Compte tenu de ces apports extérieurs, le rejet de l'effluent résiduaire de l'établissement au milieu naturel présentera les caractéristiques suivantes : - $5,5 < \text{pH} < 8,5$; - la température de rejet sera inférieure à 30° et en tout état de cause n'entraînera pas d'augmentation de plus de 3° des eaux réceptrices ; - débit : flux maximum journalier 3 600 m ³ ; - DBO5 : flux maximum journalier 50 kg, concentration < 14 mg/L ; - DCO : flux maximum journalier 285 kg, concentration < 80 mg/L ; - MEST : flux maximum journalier 126 kg, concentration < 35 mg/L ; - NGL : flux maximum journalier 54 kg, concentration < 15 mg/L ; - P : flux maximum journalier 14,4 kg, concentration < 4 mg/L.
Constats : La consultation du site GIDAF n'a pas révélé de dérive significative par rapport à ces valeurs. L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suivi des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.2.1.3
Thème(s) : Autre, r
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Tous les dispositifs de mesure totaliseurs de l'établissement devront être relevés journalièrement et les relevés consignés sur un registre (...).
Constats : L'inspection constate le respect des prescriptions de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet